

DELIBERATION DEMOCRATIQUE ET CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE RAPIDE : UN DEBAT RECENT SUR LE SOCIALISME

Martino Nieddu,

U.F.R. des Sciences Economiques et de Gestion , Université de Reims
E.S.S.A.I./O.M.I. (Etudes sur les Systèmes et Structures Agro-Industriels)
salle 1020, 57 bis rue P. Taittinger, 51096, Reims-Cedex
fax : 03.26.91.38.69, tél. : 03.26.91.38.01 martino.nieddu@univ-reims.fr

Résumé

La présente communication se propose de relire des auteurs qui cherchent, à partir de leurs propres travaux sur le capitalisme contemporain, à répondre à ceux qui, tels Nove (1983) ou Roemer (1992,1994) dotent le marché d'un rôle quasi exclusif dans l'efficacité de la structure sociale. Ces modèles visent à produire un ensemble complet d'institutions assurant la démocratisation de l'accès à l'information, la socialisation des marchés et de la gestion des entreprises tout en conservant des attributs des sociétés actuelles (concurrence, mixité des formes sociales). On pourrait donc s'attendre à ce que le débat sur les changements technologiques –qui ont quelque chose à voir avec cette organisation sociale... - soit central. Or, c'est paradoxalement plus dans les travaux sur le capitalisme contemporain de ces auteurs, que dans leurs travaux sur les modèles de socialisme, qu'on peut trouver les matériaux pour fonder la nécessité et l'intérêt d'une délibération démocratique permanente sur le changement technologique.

Le principe de gestion démocratique de sociétés non figées repose sur le fait que les moments de bifurcation soient soumis à délibération. Une littérature récente, qui cherche à produire une représentation du socialisme dépassant la seule gestion sociale du capitalisme en vue de produire un nouveau système alternatif, pointe la nécessité d'organiser la délibération démocratique en divers endroits (pilotage public de l'investissement, concept d'« entreprise démocratique », etc.). On s'intéresse plus particulièrement aux réflexions dessinées par le « Groupe d'Etudes un Socialisme pour Demain »¹. Ces auteurs cherchent, à partir de leurs propres travaux sur le capitalisme contemporain, à répondre aux propositions d'A. Nove ou de Roemer qui dotent le marché d'un rôle central et quasi exclusif dans l'efficacité de la structure sociale.

La présente communication est une relecture de ces travaux autour de deux points inspirés de l'institutionnalisme néo-schumpétérien et de l'Economie du Changement technique : (1) on observera d'abord la façon dont sont envisagés (ou ne sont pas envisagés) «l'apprentissage démocratique » et les processus d'auto-renforcement sur sa trajectoire d'un paradigme d'«autogestion non salariale » ; (2) on observera ensuite la façon dont ces modèles intègrent cette caractéristique essentielle des sociétés contemporaines qu'est le changement technologique rapide (=CTR); le CTR ne constitue pas seulement un défi en termes d'efficience (hypothèse selon laquelle le capitalisme produit le CTR alors que le socialisme génère de la stagnation) ; c'est aussi un défi pour le fonctionnement démocratique des sociétés, sauf à admettre qu'il n'existe ni controverses, ni problèmes de choix autour des technologies car des solutions rationnelles s'imposeraient d'elles-mêmes. Le problème est donc de savoir si ces modèles intègrent des structures de délibération autour du changement scientifique et technologique.

L'APPRENTISSAGE DEMOCRATIQUE DANS LES MODELES DE SOCIALISME

Les modèles de socialisme issus du débat sur le bilan désastreux des sociétés stalinienne cherchent, disent Andreani et Féray² à «*trouver un ensemble de cohérent d'institutions qui répondent mieux que les précédents à quelques grands principes du socialisme*». Ces modèles sont avant tout économiques, ce qui suggère que sur le plan politique, les institutions

¹ Cf. pour l'ensemble des textes présents sur le site web du GESD : <http://guesde.free.fr>.

² Andreani T., Féray M. (1993), introduction au dossier «*Nouveaux modèles de socialisme* » Actuel Marx n°14, 19-24. Voir notamment dans ce dossier les articles de Schweickart et de Roemer

de la démocratie libérale représenteront l'héritage central, mais qu'un changement de leur socle économique suffira à les (re)vitaliser. L'objectif explicite de ces modèles étant de réduire les incertitudes sur les formes d'une société future alternative, et par là même renforcer leur crédibilité, on a choisi ici d'essayer, non de tester la logique interne des modèles, mais de pointer les zones d'incertitudes qui pourraient leur être communes.³

La délibération démocratique, seul discriminant pour les modèles de socialisme ?

1. L'abandon du débat opposant plan et marché comme deux procédures discriminantes conduit à déplacer l'objet du débat sur le socialisme, vers un débat sur des procédures mixtes ; il ne s'agit pas simplement de trouver un dosage entre les deux procédures, mais d'en transformer la nature, comme le dit Schweickart (1993, p.79) « *d'intégrer ces deux institutions dans le champ démocratique* ». Les auteurs leurs adjoignent deux ingrédients (voire trois si l'on y ajoute les progrès dans les outils de connaissances permis par la révolution informatique) : la démocratie et la réduction du temps de travail qui permet sa pratique réelle. Ces deux ingrédients peuvent être vu comme des conditions suffisantes (dès lors qu'il y a de la démocratie, et du temps pour la pratiquer, le socialisme est en vue...) ou seulement nécessaires : Ce sont des outils pour construire les compétences nécessaires au pilotage de l'économie, compétences qui ne sont pas données, ni peut-être suffisantes à assurer des choix pertinents. Auquel cas, il faut prévoir de les adosser sur des procédures créant des irréversibilités, telles que l'interdiction de l'autofinancement avancée par Andréani

2. Implicitement, l'argumentaire de Nove est admis et son dispositif repris : il s'agit de produire un système « non-naïf », qui prenne en charge les comportements opportunistes des agents économiques, de façon à respecter trois critères d'efficacité économique (satisfaire des besoins réels en minimisant les ressources utilisées à cet effet, corriger les erreurs d'investissement et de production, accepter les innovations). Les grandes orientations économiques sont alors renvoyées à une « *démocratisation du plan* » qui prend l'aspect d'une supervision tripartite des grandes entreprises par l'Etat, les utilisateurs et le personnel (Nove, 1983, p.258). La question de la concurrence est abordée comme une question empirique, tout comme la question du statut des lieux de production devient indéterminée (grande entreprise, petite, coopérative, public/privé...), ainsi que la séparation entre les espaces marchands laissés à la concurrence et espaces marchands relevant de situations de monopole. Ces situations tombent dans le débat public, même s'il est implicite que la délibération nécessitera la mobilisation des compétences particulières d'économistes industriels pour l'étude des effets concrets de la concurrence dans le secteur concerné.⁴

3. Pour les auteurs radicaux qui participent au débat récent, la démocratie économique est néanmoins *la valeur centrale* parce qu'elle assure une plus grande efficacité au nom de deux arguments mobilisés ensemble ou séparément. (1) Le contrôle sur les investissements de portée structurelle évite des gaspillages sociaux (2) La transformation des relations de travail dynamise la production en motivant les agents malgré la division du travail qui déréalise cette activité. Par exemple, la structure du modèle économique de Schweickart contient trois traits

³ On avancera ici, essentiellement pour des raisons de temps et de place par grandes propositions, en écartant en grande partie l'appareil nécessaire à la démonstration : il apparaît alors quelques faits stylisés dans lesquels tel ou tel auteur peut ne pas se reconnaître ; néanmoins, il me semble que c'est sur ces faits stylisés qu'il faut construire la discussion.

⁴ L'exemple donné est par Nove est celui de la télévision où la concurrence conduit les grands réseaux à proposer les mêmes programmes pour maximiser les parts de marché, alors que le services public conduit à proposer une complémentarité de produits.

fondamentaux : le contrôle social des investissements nouveaux (ce qui réintroduit le rôle du plan), des échanges réglés par le marché, à des prix déterminés par les mécanismes d'offre et de demande, la gestion démocratique de l'entreprise par ses travailleurs. Les radicaux américains mettent aussi l'accent sur les économies de transaction liées aux coûts de surveillance des salariés et sur les gaspillages qui en résultent –ce qui revient à manier une notion tout à fait dangereuse suivant les contextes, celle de motivation des travailleurs, qui vient se substituer à la notion de contrat dans lequel le salarié ne fait qu'apporter sa force de travail, sans faire don de toute sa personne à l'entreprise-.

4. D'autres auteurs élargissent le champ de la démocratisation au fonctionnement du marché, mais il faut probablement différencier ici les statuts : la gestion démocratique de l'entreprise renvoie à des instances offrant la possibilité pour ses travailleurs de s'impliquer *individuellement* dans la délibération sur les choix productifs, alors que les processus de socialisation du marché décrits par Diane Elson passent par la création d'institutions spécifiques –fondées sur la délégation de pouvoir- dont les effets attendus tiennent essentiellement dans le fait qu'elles enlèvent à des agents privés la possibilité d'asseoir leur pouvoir de marché sur la rétention et la maîtrise d'une information imparfaite (réseaux d'information publics pour les entreprises et pour les ménages).

Le modèle de Tony Andréani

Le modèle de Tony Andréani reprend plusieurs éléments des modèles précédents et en discute de façon très nuancée toutes les implications, ce qui est impossible à restituer ici. Il part d'une représentation minimale des caractéristiques des systèmes politiques : « *une certaine distribution des pouvoirs de propriété ou d'appropriation* », dont les droits ne sont que des codifications insuffisantes pour « *ensermer la réalité des rapports (de décision, de conseil, de commandement, d'influence, de savoir etc.) que les agents peuvent entretenir entre eux, et la plupart du temps en retard sur cette réalité.* » Le pouvoir de disposer des moyens de production détermine le pouvoir sur le travail, et ces deux pouvoirs (au sein de ce que Marx appelle "le procès de production immédiat") commandent à leur tour les autres. Ces pouvoirs se décomposent ainsi pour Andréani –on notera l'absence de la maîtrise de la technologie comme source de pouvoir- : « *un pouvoir sur le choix et la mise en oeuvre des moyens de production, à la fois comme capital physique et comme capital argent (si nous sommes dans une économie monétaire)* »... « *un pouvoir sur le travail, c'est-à-dire un pouvoir de choisir les forces de travail (avec leurs qualifications) et de déterminer la dépense de travail des différentes catégories de travailleurs,* »... « *un pouvoir sur la perception du revenu du capital, si l'on admet que la propriété du capital donne droit à un revenu.* » (...) « *un pouvoir sur la perception du revenu du travail.* »... « *un pouvoir sur l'allocation du capital financier entre les unités de production* », « *un pouvoir de se procurer les moyens de production* », « *un pouvoir d'embaucher le travail* » « *un pouvoir de se procurer des moyens de consommation avec les revenus du travail et du capital* ».. « *enfin un pouvoir de déterminer le montant global de l'investissement, qui diffère de l'allocation du capital financier en ce qu'une autorité publique (le plus souvent l'Etat) détermine, en totalité ou en partie (...) combien la société prise dans son ensemble va investir, dans quelles branches elle va investir, voire dans quelles unités de production (c'est seulement au cas où ce pouvoir commanderait la totalité de l'allocation du capital que les deux pouvoirs finiraient par se confondre).* »

Constatant que dans le capitalisme, les pouvoirs sont concentrés entre les mains des capitalistes, alors que, dans le système soviétique, ces mêmes pouvoirs sont concentrés entre les mains de l'Etat, Andréani propose que le socialisme consisterait au contraire à donner *le plus grand nombre de pouvoirs aux travailleurs*, mais aussi à répartir ces pouvoirs de telle sorte que d'autres acteurs (des banques, l'Etat, voire les "ménages") viennent assurer un contrôle et/ou représenter l'intérêt général. Il rejoint ainsi l'expression de Schweickart : « démocratiser et le marché et le plan » :

1° Les gestion du capital et du travail sont assurées par les "travailleurs associés", seule voie pour que le système soit effectivement « *orienté vers la maximisation des revenus du travail, pour que les travailleurs se sentent responsables de ce qu'ils font et pour qu'ils fassent preuve de la plus grande efficacité productive* ». Le secteur public ne concernait qu'une catégorie de biens particuliers, les "biens sociaux", justifiant qu'il soit sous le contrôle de l'Etat.

2° La perception du revenu du capital est totalement dissociée de sa gestion. Les épargnants apportent leur argent *au système productif dans son ensemble*, et non à telle ou telle entreprise. Les entreprises ne peuvent s'autofinancer, c'est-à-dire s'apporter du capital à elles-mêmes. Elles fonctionnent donc entièrement à crédit. C'est ce qui devrait éviter que les travailleurs ne soient pris entre le désir d'accroître leurs revenus et celui

d'améliorer le revenu de leur capital ; les entreprises, ayant un égal accès au capital et ne disposant pas de moyens propres d'accumulation, se trouvent dans une situation de « concurrence loyale ».

3° Le revenu du travail est perçu par les travailleurs associés, une fois que ceux-ci ont payé les intérêts ou le principal de leurs dettes. C'est en ce sens qu'ils sont pleinement "usufruitiers" (hors services publics) : ils font ce qu'ils veulent de leurs actifs, mais ne peuvent les vendre sans avoir d'abord satisfait à cette condition.

4° L'allocation du capital entre les entreprises est effectuée par des banques autogérées qui fournissent un écran entre les apporteurs d'argent et les utilisateurs de cet argent. Cette allocation devrait être elle-même contrôlée ou pour le moins guidée de manière à ce que d'une part elle soit efficiente, et que, d'autre part, elle réponde à des intérêts supérieurs à ceux de l'entreprise (les objectifs du Plan et les impératifs de la politique économique).

5° Les entreprises peuvent se procurer librement leurs moyens de production et leurs forces de travail sur un marché concurrentiel. Ceci afin d'éviter toute allocation forcée, de respecter la liberté des individus et de rechercher l'efficacité (la réduction, comme disent les économistes, des coûts d'opportunité). Toutefois « *au-delà des cas de coopération spontanée, des coopérations seraient imposées tant au niveau de la branche qu'à un niveau social plus large : coopérations entre entreprises par le biais de réseaux publics d'information, coopérations avec les consommateurs finaux par le biais de représentants jusqu'au sein même des entreprises, coopération entre les entreprises et les travailleurs extérieurs par le biais d'un réseau public de l'emploi. Tous ces aspects sont essentiels pour un dépassement des limites internes du marché, pour une plus grande efficacité et pour une meilleure coordination entre les agents* ».

6° Les biens privés relèveraient d'un marché classique, mais démocratisé selon des procédures reprises chez Diane Elson. Les "biens sociaux" « *ne seront pas du tout marchands (donc gratuits), faiblement marchands (payants, mais au-dessous de leur prix de revient), ou marchands, mais avec des conditions qui assurent qu'ils répondent à des missions d'intérêt général. Ils seront produits par des administrations ou des "services publics" (établissements publics ou entreprises publiques)* ». Le socialisme associatif d'Andréani est donc multiforme. Il ne comporte pas que des entreprises autogérées productrices de biens privés. Il comporte aussi un vaste secteur, avec des formes de démocratie interne différente, qui produit des biens sociaux. En outre il admet l'existence d'un secteur privé.

7° Le pouvoir de déterminer le montant global de l'investissement relève, pour une part, du Plan démocratique. Ce Plan suppose une économie déjà organisée par le réseaux d'institutions venant démocratiser l'entreprise et le marché. Il reprend les outils habituels de toute planification souple (Plan "programmatique" (dans le cas des administrations et des services publics) ou incitatif (dans le cas des biens privés) agissant par des leviers tels que la fiscalité et taux d'intérêts différentiels. Mais il pourrait être plus efficace, dit Andréani s'il se servait d'un Fonds national de financement comme organe d'exécution. « *L'objectif est une allocation "sociale" optimale du travail et du capital dans la société (c'est à ce niveau qu'on retrouve des critères non seulement "économiques", mais encore "sociaux", tels que le plein emploi ou la protection de l'environnement).* »

8° Le socialisme associatif ne pourra se passer d'une politique économique : Le modèle d'Andréani est clairement un modèle d' « *économie fondamentalement décentralisée, ouverte sur l'innovation et les changements de goûts, et la planification est toujours trop lente et trop complexe pour faire face aux mouvements de l'économie et de la société* » C'est pourquoi une politique économique, avec ses armes classiques (en matière de taux d'intérêt, de fiscalité, de dépenses publiques etc.) reste indispensable.

9° Le socialisme associatif ne revendique pas une « forme pure », l'idée étant que sous certaines conditions un petit secteur de propriété privée (propriété individuelle ou familiale, coopératives, mutuelles, associations) continue à exister et garde son utilité, et que le secteur capitaliste, dans l'hypothèse même où le secteur socialisé serait devenu dominant, pourrait continuer à exister s'il se soumet, dans une concurrence loyale, aux obligations valables pour tous les secteurs, telles par exemple que le respect de la législation en matière de droit du travail et de protection sociale.

Une incertitude sur les objectifs du socialisme ?

1. On se retrouve donc avec un ensemble de propositions qui déplacent la dynamique du débat vers un certain nombre de débats techniques : (1) quelle est la structure optimale de diffusion et de décision dans un univers dans lequel les sous-unités sont libres de prendre certaines décisions ? (2) quels sont les critères de décision quant à la séparation de l'économie entre différentes zones de régimes juridiques. (3) dispose-t-on des outils de pilotages concrets adéquats aux objectifs recherchés ?

2. La définition du socialisme sous-jacente au débat n'est alors plus très évidente, et la spécification minimale ne fait peut-être pas consensus.. Or, il y a une co-détermination entre les solutions discutées et la base des « quelques grands principes du socialisme » qui doivent

être sélectionnés pour conduire la réflexion. D'où la tentative périodique de réaffirmer ces principes constituant le socle minimum du socialisme *tout en refusant d'en donner une expression trop précise pour éviter de verrouiller les solutions institutionnelles possibles.*

3. Si l'on résume un peu brutalement la position de Gorz, ces principes se condensent dans la remise en cause de la division du travail et de l'aliénation qui en résulte : la taille des entreprises devient alors un enjeu stratégique. Alors que chez d'autres auteurs, les contraintes que fait peser la division du travail sont beaucoup plus lâches. Pour C. Samary,⁵ la spécification minimale contient un dispositif et des principes : (1) le dispositif de délibération lui-même, le socialisme relevant d'une substitution de mécanismes de marché par des procédures de contrôle social sur l'économie : « *De même que (...) la marchandise incorporait un triple jugement sur les coûts, les besoins et les rapports sociaux, il faut un contrôle social dans ces trois domaines - les techniques d'enregistrement monétaires des besoins et des coûts devant être subordonnés aux choix sociaux globaux* » (2) un refus de considérer la force de travail comme une marchandise dont le coût devrait être comparé à d'autres coûts (ceux des machines) : le droit d'avoir un emploi doit être un point de départ non le résultat incertain de la façon dont l'économie est régulée. La radicalité du projet socialiste réside alors dans l'objectif de « contrôle humain » sur la vie quotidienne, ce qui implique la complète réorganisation de la vie, dans ses rythmes (une transformation du temps de travail 'nécessaire'), et dans ses contenus (éducation, loisirs, tâches domestiques, des conditions matérielles et culturelles de vie, rapports avec l'environnement).⁶

4. Ce faisant, elle met l'accent sur deux principes, qui de notre point de vue doivent être pris au pied de la lettre et non comme des vœux pieux : (1) le plein emploi est un coût pour une société capitaliste - un droit, et une source d'efficacité supérieure pour une société socialiste ; (2) la démocratie économique, l'éducation et la sécurité de l'emploi sont des coûts, qui doivent être minimisés pour la bourgeoisie - ils sont des droits et une source de productivité dans une logique socialiste.

5. Or on sait que ces deux principes ne vont pas de soi; il existe des stimulants particulièrement puissants à la reconstitution de situations de sous-emploi, si l'on suit Marx (reconstitution d'une armée industrielle de réserve) et plus encore si l'on suit Keynes : pour lui, c'est précisément le fait d'être des pays développés qui vient limiter les opportunités à investir et pousse à s'installer dans un équilibre de sous-emploi. Mais en dehors de leur caractère principal, il n'existe pas un exposé des mécanismes qui assurent que l'autogestion

⁵ In Samary C. « Les conceptions d'Ernest Mandel sur la question de la transition au socialisme » doc. miméo

⁶ Du point de vue du technicien de l'économie, si l'on écarte l'aspect « aliénation » contenu dans le fait que les prix de marché dissimulent les rapports sociaux tout en les portant, la question soulevée rejoint un débat tout à fait contemporain : que fait-on des besoins et des coûts qui ne peuvent s'exprimer en prix –ou seulement au prix de contorsions qui rendent l'exercice caduc-? Entre la solution consistant à tâtonner jusqu'à la construction d'une convention marchande crédible, par la mobilisations d'outils de révélation des préférences monétaires et la substitution à cet exercice, de l'imposition d'une convention sociale par la seule délibération démocratique, il existe toute une gamme de configurations, toutes mobilisables dans un univers socialiste, qui tiennent probablement aux coûts de transaction, ou plus précisément aux coûts d'opportunité du temps passé à régler des transactions économiques : s'il n'est pas raisonnable de perdre du temps de délibération sur la qualité et les conditions de distribution quand on doit choisir entre trois paires de chaussures toutes produites dans des conditions écologiquement raisonnables, cela le devient nettement plus s'il s'agit du choix d'une méthode thérapeutique ou de l'achat d'un service à la personne. En revanche, la critique du calcul économique en tant que tel fait rarement mouche : il faut se souvenir que le calcul économique a plus été porté par des ingénieurs sociaux soucieux de doter l'Etat d'instruments d'intervention dans l'économie que par des tenants du libéralisme, par ailleurs peu soucieux de doter les organismes publics d'outils efficaces de contrôle public et d'instruments de pilotage macro-économiques.

non salariale ou la démocratie d'entreprise et de marché intègrent bien ces principes dans du fonctionnement courant qui contribue à les renforcer. Dit autrement, *à quelles conditions, la démocratie, le plein emploi et quelque chose qui est de l'ordre de la « qualité de vie humaine » peuvent-ils être intégrées dans les logiques de développement économique, voire même ajouter à l'efficacité du système, sachant qu'aujourd'hui, ce ne sont que des variables d'ajustement, soumises en permanence à de fortes tensions ?*

CHANGEMENT TECHNOLOGIQUE RAPIDE ET DEMOCRATIE ECONOMIQUE

« Le choix technique est donc un choix un choix stratégique. C'est même le choix stratégique par excellence » (Callon).

« Une des caractéristiques les plus marquantes (et des plus durables) du modèle de développement occidental n'a-t-elle pas été de transformer du conflit social en innovations techniques ? » (Dockès, 1998, p.95).

Cela suppose de spécifier des formules qui restent aujourd'hui assez largement au niveau de pétitions de principe telle que l'affirmation qu'un contrôle démocratique permettrait d'éviter des gaspillages en matière d'investissement.⁷ Sans prétendre que la proposition analytique avancée ici résolve tous les problèmes posés, loin s'en faut, s'il apparaissait qu'elle doive être retenue et intégrée comme amendement dans un modèle de socialisme de plus grosse envergure comme celui d'Andréani, nous aurions atteint notre objectif. Pour ce faire, nous allons faire deux détours, l'un par la littérature sur les dynamiques scientifiques et le changement technologique et l'autre par les avancées récentes des études sur le capitalisme d'auteurs tels que Husson, Dumenil & Levy et Diebolt & Fontvieille.

Les dynamiques de la science

1. Dans un article récent du journal « Le Monde », F. Ewald et D. Lecourt dénonçaient de façon virulente les sabotages de champs d'expérimentation d'OGM au motif –rien de moins– que les nouveaux vandales rompaient *« le pacte entre la république et la science »*, pacte réalisé selon eux après Thermidor, lorsque la populace qui rendait instable les institutions, et ses pratiques insurrectionnelles avaient été repoussées hors du champ politique. Ces deux auteurs –par faux semblant ou par incompetence– oublient quelle est la réalité de la base matérielle de l'articulation entre science et dynamique économique, (sur laquelle les économistes et sociologues des années 1990 ont tout de même beaucoup produit)⁸, pour partager une représentation naïvement schumpeterienne d'un progrès produit par les ruptures scientifiques :

2. La réalité est que la mobilisation des activités scientifiques dans les projets productifs peut se faire à n'importe quel endroit de la “*filière des compétences*” du développement industriel : notamment, la science est entrée en force dans la construction des savoirs technologiques, souvent formalisés par l'analyse scientifique de telle façon qu'ils soient reproductibles, ce qui fait passer le pouvoir du détenteur de savoir-faire à l'entreprise. De ce fait, et c'est précisément ce que semblent ignorer nos auteurs, la science peut fournir des résultats utiles à l'industriel, *y compris lorsqu'elle ne réussit pas à comprendre les mécanismes fondamentaux*

⁷ On peut par ailleurs mettre en doute la notion de gaspillage : ceux-ci sont souvent à mettre sur compte de coûts d'expérimentation qui ne disparaîtraient pas dans le socialisme. Le problème réside plutôt dans les directions dans lesquelles on accepte d'orienter les dépenses liées aux coûts en question.

⁸ Dessinant ainsi *« une nouvelle discipline, au carrefour de l'économie publique, de l'économie de la recherche et de l'économie des organisations, ouverte également aux apports de la scientométrie et de la sociologie des sciences »* (Callon M., Foray D., 1997, « Nouvelle économie de la science ou socioéconomie de la recherche scientifique » in *Rev. d'Econ. Indus.* n°79, p.14).

qu'elle met en œuvre. C'est bien le problème que posent les O.G.M, dans lesquels des bricoleurs de niveau parfois médiocre sont mobilisés pour obtenir des résultats qui ont peu à voir avec des avancées fondamentales en sciences du vivant, et beaucoup avec les intérêts de quelques firmes. Si l'on prend acte du fait qu'il existe des degrés de liberté et des possibilités très diverses de combiner les différentes disciplines scientifiques, qui permettent ce que les auteurs appellent « *le marquage social des innovations* », ⁹ on est amené à se demander de quelle façon ce marquage social transforme les dynamiques économiques.

3. Si les auteurs ayant participé au débat sur le socialisme n'ont pas travaillé cette question dans le cadre du débat sur le socialisme lui-même, il se trouve dans leurs travaux sur le capitalisme les éléments en creux d'une solution.

(3.1.) En effet, il faut tirer les conséquences de la discussion sur la tendance à la baisse du taux de profit menée par Dumenil & Levy.¹⁰ Le point fondamental est le suivant : alors que la productivité du travail va croissante historiquement, il n'en est pas de même de celle du capital. Ce qui caractérise les trajectoires économiques marxistes, c'est qu'il faut de plus en plus de capital pour produire une unité de bien. A ne considérer que cet aspect des choses, on devrait parler de "régression technique" : selon les deux auteurs, le capitalisme a du mal à faire croître les deux productivités et donc à économiser sur les deux intrants. Ce biais systématique est contrebalancé dans des périodes (rares et localisées) de restructuration productive et sociale.¹¹ La formation d'une nouvelle couche sociale, les cadres, qui se donnent pour but la coordination efficace des ressources (capitalo-cadrisme du keynésianisme triomphant, cadrisme autoritaire stalinien) relève de la gestion de ce problème. L'échec du cadrisme stalinien repose sur son incapacité à apprendre à maîtriser des formes élémentaires d'efficacité dynamique (celles relatives au changement).¹² Duménil & Lévy avancent à ce propos, un concept de « cadrisme immature », reposant manifestement sur un exercice sans contrôle de l'autorité au sein des organisations productives. La « démocratisation radicale » des organisations productives renvoie donc à l'émergence de processus démocratiques de délibération qui remplacent le principe hiérarchique comme mode de pilotage de ces

⁹ Des auteurs tels Dockès & Rosier ou comme Berlan insistent sur le caractère précoce du marquage par les intérêts sociaux ou économiques. Les innovations n'existent que conformées par le diagramme social au sein duquel elles émergent : "...le dispositif social de sélection oriente tant la recherche que les politiques scientifiques et que les processus de recherche-développement en fonction des intérêts en cause ... Le rôle des groupes dominants détenteurs de pouvoir économique est déterminant. (...) Loin d'être sélectionnées parce qu'elles sont efficaces, les innovations le sont parce qu'elles reproduisent ou renforcent des rapports sociaux, des formes diverses de domination" (Dockès P. (1998) "La nouvelle économie institutionnelle, l'évolutionnisme et l'histoire" in Rev. Europ. des sciences sociales, Tome XXXVI, 1998, n°110, p.96). Cette posture méthodologique est en mesure d'intégrer le vaste ensemble conceptuel construit autour des notions d'appropriabilité, d'opportunités et de compétition technologique, qui permet d'éclairer le débat actuel sur les brevets, -et sur les extensions abusives que tolère les organismes dépositaires-.

¹⁰ Ces trajectoires marxistes sont d'un grand intérêt factuel, parce qu'elles ne décrivent pas des évolutions nécessaires, mais un cours des événements très fréquemment observé. Duménil & Lévy (1998) *Impasses du marxisme et perspectives de l'économie de Marx*, in Problèmes économiques n°2550, 7 janvier 1998, pp16-24.

¹¹ Marx n'a jamais réellement formulé une explication du phénomène, mais l'on peut penser que dans le système capitaliste, il y a une contradiction entre la recherche, cette activité coûteuse, dont l'issue est incertaine, et l'appropriation des avantages qui en résultent. La réalisation d'un gain de productivité du travail non financé par une baisse de la productivité du capital implique une coordination sociale entre créateurs et utilisateurs de technologies, qui contraste avec le caractère privé de la propriété et de la gestion. Dans le cas de la grande crise de la fin du XIX^{ème} siècle, la sortie de crise est assurée lorsque la technique s'associe à de nouvelles formes de propriété et d'organisation.

¹² Mais plus largement, les managers ne savent pas aujourd'hui s'ils doivent piloter selon des critères financiers, dont ils perçoivent le caractère conventionnel et les effets contre-productifs, et comment construire des critères permettant d'intégrer les dépenses et investissements immatériels dans leur système de gouvernement.

organisations : l'inconvénient est qu'elle ne nous dit rien *sur la gestion du biais fondamental de substitution du capital au travail auquel participent les avancées scientifiques et techniques.*

(3.2.) La discussion sur le retournement de l'onde longue menée par Husson (1998, 1999) conduit à accorder une attention particulière à « la crise de la productivité ». Husson interprète le caractère hésitant du retournement de l'onde longue comme relevant de l'existence d'une contradiction fondamentale entre la satisfaction des besoins sociaux qui passe par des activités d'une grande utilité sociale, mais qui sont aujourd'hui limitées en matière de gains de productivité du travail et une offre de produits cherchant à renouer avec le rythme des gains de productivité de la période précédente, en s'appropriant des avancées scientifiques. Cette inadéquation entre l'offre productive et la demande sociale peut être considérée comme passagère (auquel cas, elle ne nous intéresserait pas ici). Elle peut en revanche être considérée comme durable de deux points de vue : (a) elle serait inhérente aux mutations systémiques contemporaines, telles que les décrit l'école montpellieraine de la régulation (Diebolt, 1999, Fontvieille, 1998). La montée de la part des activités liées à la production/reproduction des hommes (les néoclassiques parleraient de production du capital humain) amène à créer des besoins sociaux de services pour lesquels le calcul traditionnel en termes de productivité quantitative est en échec, et pour lesquelles, il faut reconstruire des critères d'efficacité (Gadrey, 1996). (b) Elle renvoie également à une crise interne au changement technologique lui-même : les méthodes réductionnistes qui ont présidé à ce changement donnent aujourd'hui des signes évidents d'essoufflement. La crise de la vache folle ou celle des OGM en masquent les éléments caractéristiques : il existe de nombreux autres cas (gestion de biodiversité microbienne dans les hôpitaux ou les industries agro-alimentaires, usage ou non d'antibiotiques...) dans lesquels une approche différente s'avère plus efficace tout en détériorant la productivité du travail ¹³.

4. On touche à cet endroit aux deux temps de l'argument que nous souhaitons développer.

(4.1.) Il est évident que la substitution capital-travail (ou travail vivant par du travail mort) est un enjeu, particulièrement si l'on retient l'hypothèse qu'un système socialiste serait un système hautement décentralisé, dans lequel les entreprises sont en concurrence, et dans lequel l'information technologique est largement diffusée par les instances visant à démocratiser le marché : ce qui ne peut qu'accélérer les solutions comportant un biais dans lequel l'efficacité privée et l'efficacité au niveau global divergent.

(4.2.) Or, il n'existe pas de raison particulière pour que le changement technologique soit, comme disent les économistes, systématiquement « labor-saving » et « capital-using » (tendant à économiser le travail et à consommer plus de capital dans le processus productif). Il ne s'agit pas ici seulement d'obtenir le plein-emploi par bridage social des technologies, au prix d'une régression de l'efficacité quantitative immédiate.¹⁴ Il s'agit de tirer parti du constat que font les spécialistes de l'économie du changement technique : « *Dans le marché, dans la*

¹³ Cf. sur ce point, les exemples donnés par Balandreau J. (2000) « Gérer la biodiversité microbienne » dans le n° spécial de la Recherche sur la biodiversité (juillet 2000) pp.28-30

¹⁴ Pour un certain nombre de produits ou de services liés à la qualité, il ne faut pas écarter cette solution. Un tel bridage a été réalisé dans le secteur viti-vinicole : alors qu'il aurait été possible d'élaborer selon des procédés industriels des vins semi-chimiques, il a été retenu au début du siècle que le vin ne pourrait être que le produit de raisin frais. On ne voit pas pourquoi ce qui a été fait avec joie et un certain profit pour le consommateur dans le cas d'une boisson psychotrope célèbre ne pourrait être reproduit à d'autres endroits du système social tels que le système de santé.

compétition économique, dans la production de connaissances scientifiques comme dans la production d'innovations, il existe des marges de manœuvres » dit Callon¹⁵ « je dirais même mieux : le mouvement du marché comme celui de la science suppose des acteurs disposant de marges de manœuvre et non pas d'acteurs qui se contentent de suivre et de s'adapter».

5. Les innovations n'ont en général, au départ aucun avantage comparatif sur les produits existants, bien au contraire. Si elles prennent forme, c'est parce que les hommes se projettent dans un avenir probable ou espéré. Même s'ils "*ne savent pas l'Histoire qu'ils font*", les acteurs économiques connaissent les ressources qu'ils sont à même de mobiliser et sont capables "*de projeter le pas suivant*". Ils élaborent des projets stratégiques précisément parce que l'existence de tels projets est le mode de traitement cognitif des situations d'incertitude. En situation de concurrence, ils savent également que leur succès économique impose de créer des situations de verrouillage autour des techniques qu'ils maîtrisent. Plutôt qu'une planification rigide de la recherche d'avantages technologiques, la construction d'un "*mythe rationnel*" sert d'instrument de coordination entre les agents. Le rôle de ce mythe rationnel est de rendre supportable la découverte de difficultés parce qu'il repose sur une hypothèse crédible de développement à long terme. Il opère comme un scénario non figé, intégrant progressivement les contraintes à mesure qu'elles sont identifiées tout en conservant le projet stratégique initial.¹⁶

6. Il existe donc un espace pour que la demande sociale puisse venir exprimer la revendication de solutions « labor using » c'est-à-dire plutôt consommatrices de travail vivant que de travail mort, dès lors qu'on oriente les instances démocratiques vers la délibération sur la nature du changement technique et la science vers la recherche de telles solutions. L'économie d'énergie humaine pour produire des objets représentait, compte tenu des conditions de pauvreté, une priorité absolue et que la production d'objets fordien (objets standardisés, produits selon un principe de recherche d'économies d'échelle) obéissait, et obéit encore dans certains cas, à une certaine rationalité. Si l'on considère les nouveaux produits ou services attendus aujourd'hui, que ce soient les produits de qualité constitutifs de la consommation des couches les plus aisées, ou des services tels que la santé ou l'éducation, les solutions capital-using n'apparaissent pas spontanément comme disposant d'un avantage compétitif immédiat. Se pose à cet endroit un problème d'outils et de critères d'évaluation (les dépenses en

¹⁵ Conférence « l'évolution du rapport de l'homme à la connaissance, pour de nouvelles approches de la science, de l'innovation et du marché ; le rôle des réseaux socio-techniques ».

¹⁶ « Dans un livre qui a maintenant dix ans, David F. Noble raconte l'histoire de l'automatisation de la machine-outil dans les Etats-Unis d'après-guerre. Il montre combien cette volonté d'automatisation à outrance fut une entreprise socialement déterminée (...). S'appuyant sur une large collection de sources nouvelles, il la décrit au contraire comme la résultante de choix délibérés et d'actions volontaires ayant conduit à façonner la société américaine et ses valeurs (y compris ses valeurs scientifiques et techniques), comme une suite d'actions ayant l'apparence de l'anticipation rationnelle mais qui résultent d'un itinéraire social complexe - et qui s'avèrent terriblement coûteuses et catastrophiques sur le long terme : selon David F. Noble, l'absolue confiance des scientifiques (et des militaires) dans leur capacité à traduire industriellement leur choix en faveur du tout numérique, leur refus de la machine analogique et du compromis (qu'il soit scientifique ou social) est le facteur principal du déclin radical de la machine-outil américaine des dernières décennies. Les principales forces à l'œuvre dans le processus qui conduit à tout miser sur le développement de la machine à commande numérique sont les physiciens et ingénieurs du M.I.T. (et l'idéologie du progrès et de la modernité qu'ils secrètent dans leur pratique même), les stratèges de l'U.S. Air Force agissant comme collectif national pour la défense et la sécurité du pays (ainsi que pour la "rationalisation" de l'industrie aéronautique), les managers des entreprises, (...) qui rencontrent, dans la forme d'automatisation radicale proposée par les ingénieurs du M.I.T., une solution peut-être mal adaptée à l'univers industriel mais qui a un avantage insigne sur toutes les autres - à savoir éliminer les ouvriers qualifiés de toute position de pouvoir, à savoir pouvoir les remplacer radicalement par des machines. » (Pestre D., « De la redéfinition des pratiques physiennes durant la dernière guerre et la guerre froide »)

personnel, tout comme un certain nombre d'investissements immatériels aboutissant toujours comme des coûts dans le compte de résultat et non comme des investissements).

Il s'agit pas seulement de changer de critères d'évaluation, mais aussi de considérer que les nouveaux critères, qu'ils soient marchands ou non, imposent pour être produits une confrontation de points de vue relevant de logiques et d'horizons temporels divers : même la méthode des prix hédoniques suppose que les citoyens adhèrent à une procédure de contrôle social. Et cette confrontation suppose, pour trouver une efficacité, *l'organisation d'instances dans lesquelles ces points de vue puissent s'exprimer*. Dit autrement, il existe une tendance lourde à ce que la démocratie devienne, pour de nouvelles catégories de biens non fordiens, liés au développement humain, une condition essentielle de l'efficacité productive. La qualification des délibérants, leur capacité à comprendre et à maîtriser les dispositifs d'évaluation deviennent, eux aussi des conditions de l'efficacité du système. Certaines impasses de la technologie fournissent également l'occasion de repenser le rapport entre dynamiques technologiques et satisfaction des besoins sociaux. Les embryons de contrôle démocratique sur le changement technologiques observables aujourd'hui (panel de citoyens, associations d'experts indépendants...) dessinent les moyens de peser sur ces dynamiques technologiques.

Il nous semble qu'il y a plus à attendre de ce domaine pour la réflexion sur la démocratisation de la production et des marchés, que dans l'exploitation de la veine des modèles s'appuyant, sous la pression des évolutions de la littérature économique dominante, sur des propriétés issues de la notion d'imperfection de l'information.